

# L'ESSentiel

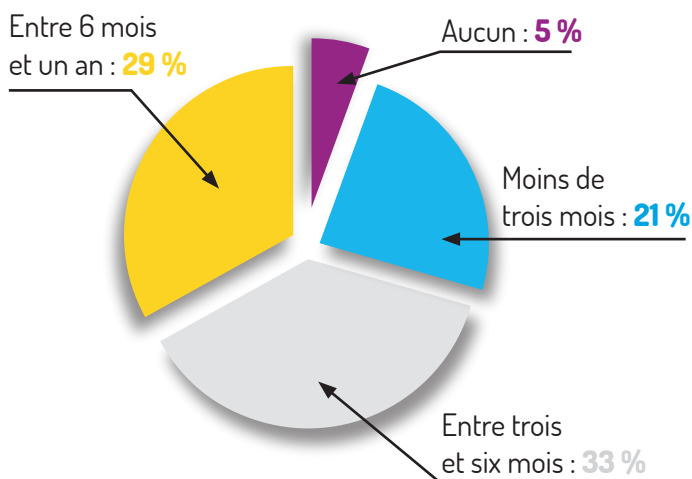
## Santé financière des structures de l'ESS

L'ESS connaît actuellement une conjoncture politique et économique peu favorable. Cette publication évalue la santé financière des structures de l'ESS et les effets produits en région Centre-Val de Loire à l'automne 2025.

Elle se concentre uniquement sur les structures employeuses, qu'elles soient associatives, mutualistes et coopératives.

## ÉTAT DES FINANCEMENTS

Combien de mois d'exploitation sont couverts par votre trésorerie ?

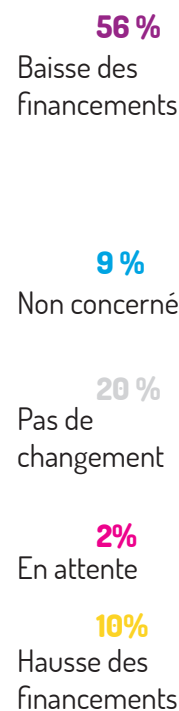


Pour s'assurer une santé financière viable, les associations employeuses nécessitent d'avoir au moins trois mois de trésorerie d'avance. Idem pour certaines formes de coopératives comme les SCIC et les CAE. Pour les mutuelles, qui sont souvent de grandes entreprises avec des activités variées, c'est au sein de leurs établissements de livre 3 « mutuelles et unions pratiquant la prévention, l'action sociale et la gestion de réalisations sanitaires et sociales » que le sentiment de difficultés se fait ressentir.

Plus d'une structure mutualiste ou coopérative sur trois dit avoir de manière ponctuelle ou récurrente des problèmes de trésorerie.

Quelle est l'évolution des financements publics pour les structures de l'ESS ?

- Plus d'une structure sur deux constate une baisse de ses financements publics
- Ces financements servent d'abord à maintenir l'activité et l'emploi avant d'étendre l'activité des structures.

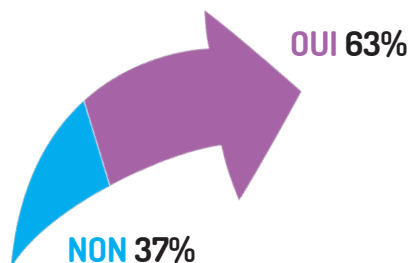


Le Panorama n°11 « Enquête sur le financement des entreprises de l'ESS (2015) » recommandait déjà de pérenniser les financements et de poursuivre la consolidation des modèles économiques de l'ESS.

[www.cresscentre.org](http://www.cresscentre.org)

## CONSÉQUENCES SUR L'ACTIVITÉ ET L'EMPLOI

**La conjoncture actuelle (incertitude budgétaire, arrêt de dispositifs, etc) impacte-elle déjà l'activité de votre structure ?**



Au-delà de cette vision globale, cela signifie :

- La diminution de certaines activités pour trois associations sur cinq, une coopérative sur deux et une mutuelle sur quatre.
- Des reports d'investissements pour une structure mutualiste sur trois, une association sur quatre, une coopérative sur cinq.
- Une augmentation des cotisations pour un tiers des associations.
- L'annulation de certaines activités pour un tiers des associations.

En sachant que ces impacts peuvent se cumuler.

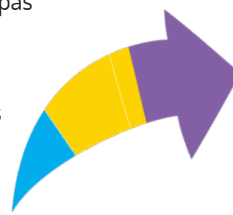
**An vu de la conjoncture actuelle, envisagez-vous de procéder à une réduction de la masse salariale ?**

● La stabilité de l'emploi ESS pâtit également de cette situation d'incertitude. Au total, c'est plus de **trois structures sur quatre** qui pourraient subir des immobilisations ou des réductions de masse salariale. Si ce chiffre est rapporté au nombre de structures ESS en région, cela pourrait concerner plus de **4 600 structures** employeuses.

46% n'excluent pas cette possibilité

23% n'envisagent pas de modification de la masse salariale à venir

31% ont immobilisé ou réduit la masse salariale



### MÉTHODOLOGIE DE L'ENQUÊTE

L'Observatoire Régional de l'ESS (ORESS) a pour mission de centraliser les données quantitatives et qualitatives de l'ESS, produit et publie des études analytiques.

L'Observatoire Régional de la Vie Associative (ORVA) - porté par le Mouvement Associatif Centre-Val de Loire - a réalisé une enquête : État des lieux 2025 de la santé financière des associations en Centre-Val de Loire. Les chiffres associatifs utilisés dans cet ESSentiel en sont directement tirés.

L'ORESS Centre-Val de Loire a co-construit et adapté avec le Mouvement Associatif Centre-Val de Loire, l'URSCOP-SCIC Île-de-France et Centre-Val de Loire ainsi que la Mutualité Française ce questionnaire pour que les structures coopératives et mutualistes de la région puissent y répondre en novembre 2025 afin d'avoir une meilleure représentation de l'ESS en région.



	Répartition régionale des structures de l'ESS	Composition de l'échantillon avant redressement
Associations	94.6 %	271
Coopératives	5 %	26
Mutuelles	0.2%	8

### POUR CONCLURE

Un acteur coopératif ou mutualiste sur deux envisage l'avenir avec certaines craintes qu'il espère voir s'apaiser dans les prochains mois. Toutefois, cet optimisme relatif ne doit pas masquer de réelles inquiétudes et des difficultés grandissantes liées à une conjoncture économique et des choix politiques globalement loin d'être en faveur et en soutien de l'ESS.